

ACCORD-CADRE DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

CCAP MARCHÉ N°DIRCE_PES_2025_CT

Pouvoir adjudicateur

ÉTAT - Ministère du partenariat avec les Territoires et de la Décentralisation -
Direction interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE) en tant que
coordonnateur d'un groupement de commande avec la région Auvergne-Rhône-
Alpes
Et Région Auvergne Rhône-Alpes

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Mme la Directrice interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation en
vigueur de Madame la Préfète Coordinatrice des Itinéraires Routiers pour la partie
État
Mme la Directrice interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation en
vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour la partie
Région

Objet du marché

Prestations de Contrôle Technique relatives aux opérations d'équipements
dynamiques de la DIR Centre-Est

Groupement de commande

ETAT- Ministère Chargé des Transports
et
Région Auvergne Rhône Alpes

Le coordonnateur du groupement est : Ministère Chargé des Transports (DIRCE)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 30/09/2025 à 12h00

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Décomposition en tranches et en lots.....	5
1.3 - Intervenants et forme des notifications.....	5
1.4 - Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité..	7
1.5 - Contrôle des coûts de revient.....	7
1.6 - Dispositions générales.....	7
1.7 - Clauses de réexamen.....	10
1.8 - Propriété intellectuelle.....	10
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	11
ARTICLE 3 - PRIX DU MARCHE.....	11
3.1 - Tranches conditionnelles.....	11
3.2 - Règlement des comptes.....	12
3.3 - Variation dans les prix.....	14
3.4 - Modalités particulières de paiement.....	16
ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS.....	16
4.1 - Délai de réalisation.....	17
4.2 - Prolongation des délais d'exécution.....	17
4.3 - Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4.4 - Autres pénalités.....	17
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	18
5.1 - Retenue de garantie.....	18
5.2 - Avances.....	18
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	19
6.1 - Provenance des matériaux et produits.....	19
6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	20
6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits....	20
6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	20
ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	20
ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	20
8.1 - Période de préparation.....	20
8.2 - Etudes d'exécution.....	20

8.3 - Echantillons -Notices techniques – Procès verbal d’agrément.....	20
8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	21
8.5 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	22
8.6 - Registre de chantier.....	22
ARTICLE 9 - CONTRÔLES, ADMISSION ET GARANTIES.....	22
9.1 - Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	22
9.2 - Admission.....	22
9.3 - Garantie(s).....	22
9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	22
9.5 - Documents fournis après exécution.....	22
9.6 - Garanties particulières.....	22
ARTICLE 10 - RÉSILIATION.....	22
ARTICLE 11 - ACTION D’INSERTION PAR L’EMPLOI.....	23
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES.....	23
12.1 - COMMUNICATION AVEC LE RPA.....	23
12.2 - SIGNATURE DES CONSTATS.....	23
12.3 - PROLONGATION DES DÉLAIS.....	23
12.4 - DIFFÉREND.....	24
ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

1.1.1 Objet

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'exécution de missions de contrôle technique pour les opérations de :

- déploiement de panneaux à messages variables (PMV) sur le réseau de la DIR Centre-Est ;
- déploiement de panneaux de signalisation directionnelle sur le réseau de la DIR Centre-Est ;
- déploiement d'équipements de vidéosurveillance sur le réseau de la DIR Centre-Est ;
- implantation de nouvelles installations électriques en vue de l'alimentation d'équipements dynamiques.

Les prestations font l'objet d'un accord cadre à bons de commande mono attributaire.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : France métropolitaine sauf pour les interventions sur les sites de déploiement qui sont à proximité du réseau de la DIR Centre Est dans les départements suivants : Ardèche, Aube, Côte d'Or, Drôme, Loire, Nièvre, Rhône, Saône-et-Loire, Yonne, Savoie et Isère.

1.1.2 Groupement de commande

Le présent marché intervient dans le cadre du groupement de commande mis en place entre la DIRCE, la DIRMC et la Région suite à l'expérimentation 3DS qui a débuté le 1^{er} janvier 2025. À noter que ce marché est hors périmètre de la DIRMC.

Le marché concerne 2 périmètres différents qui donneront lieu à des modalités d'exécution différentes décrites dans les articles y afférant.

Les périmètres concernant chaque membre du groupement sont indiqués dans la carte du réseau produite à l'article 1.1 du CCTP.

1.1.3 Lieux d'exécution

Le lieu d'exécution du présent marché est le réseau routier national et régional dont la DIR Centre-Est visée au §1.1.21,1 assure la gestion de trafic et sa proximité immédiate.

Le réseau routier est explicité sur le site internet de cette dernière et également présenté au CCTP.

1.2 - Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloté géographiquement et il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

1.3 - Intervenants et forme des notifications

1.3.1 Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1.3.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle,

Conformément à l'article R2193-4 du Code des Marchés Publics, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation des sous-traitants direct et indirect et agrément des conditions de paiement pour les seuls sous traitants directs.

1.3.3 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire : le chef du service régional d'exploitation compétent, le chef du district, le chef de poste de coordination compétent ainsi que le chef du service exploitation et sécurité pour assumer notamment

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects.

1.3.4 Notifications

Toutes les notifications au titulaire des décisions ou communication d'informations liées à l'exécution du présent marché, qu'elles fassent courir un délai ou non, sont réalisées par voie électronique, soit par la plateforme de dématérialisation, soit par courriel. En complément de l'article 3.2 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateurs ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de la réception de l'information.

Une adresse courriel doit être désignée par le titulaire et indiquée dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un envoi par courriel :

- Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation ou par courrier RAR et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.
- Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures : dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans l'heure, une copie du courriel lui sera adressée en utilisant la plateforme de dématérialisation de l'acheteur et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, pour toutes les notifications faites par voie électronique faisant courir un délai, ces derniers commencent à courir dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Le titulaire met en place une organisation interne adéquate afin d'assurer la bonne réception et le bon niveau de lecture des messages reçus à l'adresse électronique pouvant être utilisée à fin de notification ou sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur (PLACE). Sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 4,3, il doit avoir pris connaissance des messages reçus et accusé leur réception sous 3 jours ouvré.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1.4 - Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1.5 - Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.6 - Dispositions générales

1.6.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.6.2.1 - Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du

marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article Modalités particulières de paiement du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.2.2 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France, qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public, doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail, désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,

- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France, sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG.

c) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4.

1.6.3 Responsabilités et assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel, immatériel consécutif et immatériel non consécutif, du fait des prestations avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe "autres garanties" ci-après : 4 500 000 € par année d'assurance ;
- Dont : dommages corporels 4 500 000 € par année d'assurance ;
- Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus 750 000 € par année d'assurance.

Autres garanties :

- Faute inexcusable (dommages corporels) 2 000 000 € par année d'assurance dont 1 000 000 € par sinistre ;
- Dommages immatériels non consécutifs : 150 000 € par année d'assurance ;
- Dont : dommages résultant d'une atteinte à la propriété intellectuelle 150 000 € par année d'assurance ;
- Dommages aux biens confiés 150 000 € par sinistre ;
- Reconstitution de documents/ médias confiés 30 000 € par sinistre.

Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excédera pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir, dans les 15 jours suivant

la notification du marché, une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.6.4 Clauses sociales et environnementales

Clauses sociales : Sans objet

Clauses environnementales : Description des mesures mises en œuvre par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché. Le titulaire doit respecter les engagements chiffrés présentés à l'offre.

1.6.5 Autres dispositions générales

Sans objet

1.7 - Clauses de réexamen

Sans objet

1.8 - Propriété intellectuelle

Dans le cadre du présent marché de prestations intellectuelles, les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats produits sont régis conformément aux dispositions du CCAG-PI et aux stipulations du présent contrat. Les **résultats livrés par le titulaire sont réputés être des créations originales**, sauf s'ils ont été **identifiés expressément comme connaissances antérieures** (standards ou non standards) au moment de l'offre ou au cours de l'exécution du marché, avec indication des conditions de leur utilisation par l'acheteur.

Les droits concédés à l'acheteur incluent notamment la possibilité **d'utiliser, modifier, adapter, traduire, intégrer, reproduire, distribuer et communiquer au public** tout ou partie des résultats et des connaissances antérieures intégrées aux résultats, dans tous formats et pour l'ensemble des besoins liés à l'objet du marché. L'acheteur peut également autoriser des tiers à utiliser ces éléments pour leur propre compte, dans le respect du périmètre des droits concédés.

Le titulaire **garantit détenir l'ensemble des droits et autorisations nécessaires** à cette exploitation. En cas de droits détenus par des tiers, le titulaire s'engage à accompagner l'acheteur

dans l'obtention des autorisations complémentaires, notamment celles liées aux droits moraux des auteurs ou artistes-interprètes.

Enfin, l'ensemble de ces droits, y compris ceux pouvant être concédés à des tiers, est **inclus dans le prix du marché**, sans qu'aucune redevance supplémentaire ne puisse être exigée.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- L'acte d'engagement du marché et ses annexes éventuelles, en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières du marché (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- La liste des prix.
- L'offre technique du titulaire. L'acheteur se laisse la possibilité d'exclure certains éléments au moment de l'attribution par le biais d'une mise au point.

B - Pièces générales

Les documents applicables sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG, seul l'acte d'engagement est notifié. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

ARTICLE 3 - PRIX DU MARCHÉ

3.1 - Tranches conditionnelles

Sans objet

3.2 - Règlement des comptes

3.2.1 Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RPA ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 23.2 du CCAG.

3.2.1 Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- *Le chef de service du SES ou son représentant*

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

- *Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 08h00 au vendredi 20h00, dans les conditions prévues à l'article XXX de ce CCAP ;*

Suivant le périmètre (Etat ou Région), le bon de commande sera émis à partir d'outils différents par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les commandes sont passées par l'un ou l'autre membre du groupement et seront à facturer à l'un ou l'autre membre du groupement suivant les indications portées au bon de commande.

A noter qu'il y aura une étanchéité comptable et financière complète selon l'émetteur du bon de commande.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'Acte d'Engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande précise :

- *la date de son émission ;*
- *son numéro ;*
- *le nom et l'adresse du titulaire du marché ;*
- *le délai de la période de préparation et son point de départ, s'il y a lieu ;*
- *le délai d'exécution de la prestation et son point de départ ;*

- *la désignation et la nature de la prestation ;*
- *les prix unitaires et/ou forfaitaires ;*
- *le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;*
- *le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;*
- *la référence du marché, son intitulé ;*
- *Préciser si le bon de commande est émis par l'État ou par la Région ;*
- *le numéro d'engagement juridique.*

A noter que les factures destinées au périmètre Région devront comporter la mention « DIR.. pour le compte de la Région » sous peine de rejet de la facture

3.2.2 Modalités de règlement du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Pour les PME, la périodicité pourra être mensuelle à la demande titulaire.

Toutefois, les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le calcul des acomptes est effectué en traitant de façon séparée les commandes Etat et Région. Il sera effectué de manière étanche.

3.2.1 Facturation sous forme électronique

NB : le terme "facture" désigne dans les marchés "le projet de décompte".

Conformément aux L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes, qui seront transmises par le service ordonnateur suite à la notification du marché :

- *Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché État ;*
- *Le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché Région ;*
- *Le numéro de SIRET du destinataire cité ci-dessus en fonction du périmètre ;*
- *Le code du service exécutant de la dépense concernant la Région est « Routes »*

- *L'émetteur de la facture (État ou Région)*
- *Les références des bons de commandes*

Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante :

État : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.

Région : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE, pour le compte de la Région - Nom du fournisseur.

Il convient de prévenir le service ordonnateur à chaque dépôt en lui transmettant le certificat de dépôt concerné disponible sur Chorus Pro.

Remarques :

- *Les factures doivent être transmises, selon la fréquence demandée (mensuelle/trimestrielle...) et regroupées en un seul et même dépôt sur Chorus Pro et sur une seule et même journée à prévoir au planning ;*
- *S'il s'est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RPA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées.*

ANNEXE 3 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre État)

ANNEXE 4 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre Région)

3.2.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la validation du rapport.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement est suspendu

- si la facture fait l'objet d'un rejet de la part de l'acheteur ;
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises et, le cas échéant, un avenant établi et notifié.

3.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations.

3.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

3.3.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés à la date anniversaire (date de notification de l'accord cadre), en application de la formule suivante :

$$Pr = Po [k + ((1-k) (Ir/Io))]$$

$k = 0,15$

Pr : prix révisé

Po : prix initial

Ir : valeur de l'indice mis en ligne à la date anniversaire

Io : valeur de l'indice à la date du mois Mo tel que mentionné à l'acte d'engagement.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Les prix seront révisés annuellement à l'initiative du titulaire. Il devra transmettre un nouveau bordereau de prix, incluant les valeurs des indices retenus, au moment de la révision des prix et avant toute facturation aux prix révisés. Ce bordereau fait l'objet d'une vérification par l'acheteur dans le délai de 15 jours à compter de sa transmission par le titulaire. **Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-PI**, les prix révisés ne sont appliqués qu'aux bons de commande émis après validation de la révision par l'acheteur.

3.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4 - Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4.1 - Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Toutefois, il est dérogé aux dispositions du 13.1 du CCAG pour le début du délai d'exécution.

4.2 - Prolongation des délais d'exécution

Sans objet

4.3 - Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées et sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet

Primes d'avance

Sans objet

4.4 - Autres pénalités

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Sans objet

Clauses sociales

Sans objet

Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article , il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

Autres pénalités

Pénalité pour retard d'intervention ou absence

Les rendez-vous de chantier ou en usine sont fixés par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence lors d'une prestation faisant l'objet d'un bon de commande dans le cadre du présent marché, le titulaire encourt une pénalité fixée à **2 000 € HT**.

Pénalités pour retard dans la remise de rapports de contrôle

En cas de retard dans la remise de la documentation visée au paragraphe 2.3.3. du CCTP, le titulaire subit une pénalité de **100 €** par jour. Cette pénalité peut être retenue sur le montant HT

dû par le pouvoir adjudicateur du ou des bons de commande en cours avec le titulaire.

Sur constat du représentant du maître d'œuvre

Travaux sous balisages : lors des travaux nécessitant la mise en place et le repli d'un balisage spécifique par les services de la DIR Centre-Est, et étant entendu que les jours et heures sont fixés en accord avec le titulaire, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- Pour non présentation sur le chantier au jour et à l'heure indiquée : **2 400 € HT** pour balisage non utilisé ;
- Pour dépassement d'horaire impliquant le maintien du balisage : **1 500 € HT** toutes les heures ;
- Pour nécessité de nuit supplémentaire, non programmée conjointement entre l'entrepreneur, le maître d'œuvre et les services de la DIR Centre-Est, entraînant la mise en place d'une neutralisation de voie : **5 000 € HT**.

Annuellement, le maître d'œuvre s'assurera que les engagements du titulaire du marché en termes de mesures environnementales sont respectées. Le titulaire subit une pénalité forfaitaire de **2 500 € HT** en cas de non-atteinte de ses engagements.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Pour les commandes sur le périmètre « État », il n'y a pas de retenue de garantie. Pour les commandes sur le périmètre « Région », une garantie à première demande est nécessaire en cas de versement d'une avance.

5.2 - Avances

Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel des bons de commande dans le temps.

- Pour les commandes sur le périmètre État : Le pourcentage est fixé à 30 %. Le même pourcentage s'applique si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise).
- Pour les commandes sur le périmètre Région : Le pourcentage est fixé à 5 %. Si le titulaire est une TPE-PME le pourcentage est de 10%. Le titulaire qui souhaite le versement de l'avance doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égal à 50 000 €.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

Les deux clauses précédentes n'amoindrisent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au RPA avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

Sans objet

ARTICLE 8 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 - Période de préparation

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies par chaque bon de commande.

8.2 - Etudes d'exécution

Sans objet

8.3 - Echantillons -Notices techniques – Procès verbal d'agrément

Sans objet

8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1 Installation des chantiers de l'entreprise

Sans objet

8.4.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Sans objet

8.4.3 Sécurité et protection des travailleurs sur le chantier

Sans objet

8.4.4 Maintien des communications

Sans objet

8.4.5 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestation, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

8.5 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8.6 - Registre de chantier

Sans objet

ARTICLE 9 - CONTRÔLES, ADMISSION ET GARANTIES

9.1 - Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Sans objet

Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Sans objet

9.2 - Admission

Aucune stipulation particulière

9.3 - Garantie(s)

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

9.5 - Documents fournis après exécution

Sans objet

9.6 - Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption, ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG

complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 36 du CCAG.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché ou de l'accord-cadre pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché ou l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 37.2 du CCAG.

ARTICLE 11 - ACTION D'INSERTION PAR L'EMPLOI

Sans objet

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

12.1 - Communication avec le RPA

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est le seul interlocuteur du RPA. Par conséquent, ce dernier se réserve à tout moment de considérer comme nul et non avenu ou comme étant inopposable toute forme d'écrit émanant d'un ou plusieurs co-traitants qui ne leur aurait pas été adressé par le mandataire du groupement.

12.2 - Signature des constats

Sans objet

12.3 - Prolongation des délais

Sans objet

12.4 - Différend

Pour l'application de l'article 41 du CCAG-PI, il est précisé que tout différend soulevé par le titulaire avant la procédure de clôture des comptes des articles 11.3 et suivants du CCAG-PI constitue nécessairement un différend avec le maître d'œuvre, de sorte que tout mémoire des articles 11.3 et 11.4 du CCAG-PI est réputé correspondre à celui de l'article 49.1.1 du CCAG-PI, quel que soit son destinataire.

Il est précisé également que le délai de six (6) mois prévu par l'article 49.3.2 du CCAG-PI court également en l'absence de décision prise par le maître d'ouvrage dans le délai de trois mois en vertu des stipulations combinées des articles 49.1.4 et 49.3.1 du CCAG-PI, pourvu que la procédure concerne une réclamation relative au décompte général.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux CCAG PI prévus par le présent CCAP sont les suivantes :

1.3.8	Déroge	à l'article 3.2.1 du CCAG
2	Déroge	aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG
3.3	Déroge	À l'article 10.2.2 du CCAG
5.3.2	Déroge	à l'article 3.6.1.2 du CCAG
4	Déroge	à l'article 14.1.3 du CCAG
4.3	Déroge	à l'article 14.1.1 du CCAG
6	Déroge	à l'article 4.1 du CCAG
7.1.3	Déroge	à l'article 14.5 du CCAG
7.2	Déroge	aux articles 13.1.1 13.1.7 de l'article 13 du CCAG.
7.2.2	Déroge	à l'article 13.4.4 du CCAG
7.3.3	Déroge	aux articles 13.2.1 et 20.1.4 du CCAG
7.6	Déroge	à l'article 15.4.3 du CCAG
8	Déroge	à l'article 19.2.2 du CCAG
8.3	Déroge	à l'article 19.2.3 du CCAG
11	Déroge	aux articles 27.2 et 27.3 du CCAG
12.5.9	Déroge	à l'article 34.1 du CCAG
12.7	Déroge	à l'article 28.5 du CCAG
13.1.1	Déroge	à l'article 24.7 du CCAG
13.1.2	Déroge	à l'article 38 du CCAG
13.2.1 et 13.2.2	Dérogent	à l'article 41 du CCAG
13.6	Déroge	à l'article 44.1 du CCAG
14.1	Déroge	à l'article 50.3.1 du CCAG